



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

emploi

Question au Gouvernement n° 2514

Texte de la question

SITUATION ECONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Didier Migaud, pour le groupe socialiste.

M. Didier Migaud. Monsieur le Premier ministre, je voudrais prolonger la question antérieure sur le thème de la mauvaise gestion.

Contrairement à vos déclarations, les résultats obtenus par notre pays sur le plan économique, le plan budgétaire, le plan social, ne sont pas bons. Vos affirmations contrastent fortement avec la réalité subie par une très grande majorité des Français, avec le niveau de croissance moyen dans le monde et avec vos propres chiffres officiels.

Nous accumulons les mauvais records.

M. Yves Fromion. Les 35 heures !

M. Didier Migaud. L'INSEE vient d'en confirmer une série : 1,4 % de croissance, contre 2,5 % attendus,...

M. Jean-Marc Roubaud. Personne ne travaille !

M. Didier Migaud. ...contre plus de 4 % dans le reste du monde. Le commerce extérieur connaît l'un des plus mauvais résultats de notre histoire. La consommation est peu soutenue, le déficit et l'endettement ne sont pas maîtrisés. Les créations d'emplois sont peu nombreuses et le contraste est fort avec l'année 2000, par exemple, où 400 000 emplois avaient été créés.

M. Jean-Paul Anciaux. C'est faux !

M. Didier Migaud. Et nous sommes sceptiques sur la réalité de la baisse du chômage.

Tout cela a pour conséquences l'affaiblissement de la France et l'aggravation des difficultés de nos concitoyens. Les inégalités s'accroissent. Le nombre des RMIstes explose, de même que la précarité : 200 000 RMIstes supplémentaires par rapport à 2002, 20 % de plus.

À chaque fois, pour justifier vos mauvais résultats, vous parlez de l'héritage. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Lucien Degauchy. Eh oui !

M. Didier Migaud. Vous venez encore de le faire, monsieur le Premier ministre, à propos de l'affaire du *Clemenceau*, en disant qu'il ne s'était rien passé en 1997, oubliant, ou faisant mine d'oublier que, déjà, à l'époque, le chef des armées était l'actuel Président de la République, Jacques Chirac. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

L'héritage ! Permettez-moi de vous dire qu'après quatre années de gouvernement, l'excuse est peu convenable,...

M. Georges Tron. C'est une explication, pas une excuse !

M. Didier Migaud. ...voire relève d'une certaine lâcheté *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)* car les résultats sont plutôt les conséquences de mauvais choix.

Ma question est très simple : acceptez-vous enfin qu'un audit contradictoire sur la réalité de la situation ait lieu cette fois-ci avant la fin de cette législature ? La réponse peut être aussi simple que la question. C'est oui ou c'est non. Si c'est non, de quoi avez-vous peur ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du

Gouvernement.

M. Jean-François Copé, *ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*.
Monsieur Migaud, je constatais en vous écoutant une grande différence entre vous et moi. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Augustin Bonrepaux. C'est vrai !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Moi, voyez-vous, lorsque les résultats sont bons, je les engrange avec le sourire et, lorsqu'ils sont moins bons, je les interprète avec prudence. Vous, quand ils sont bons, vous expliquez qu'on a trafiqué les chiffres et, quand ils sont moins bons, vous en êtes presque au sourire jubilatoire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Je le regrette car cela vous entraîne, un peu comme M. de Courson, à une lecture sélective.

Moi, je constate qu'au troisième trimestre 2005, la croissance a été de 0,7 %. Quant au quatrième trimestre, les résultats sont provisoires.

Mme Martine David. Ils sont mauvais !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Il y a un choc sectoriel dans le secteur automobile, confirmé par l'INSEE, mais il y a par ailleurs des résultats très encourageants sur l'année pour l'investissement, la consommation et les exportations.

M. Augustin Bonrepaux. Tout va bien !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Je me permets d'ajouter ces éléments car vous les avez copieusement oubliés dans votre exposé.

Enfin, sur le chômage, il y a encore une différence entre nous. J'ai constaté que le nombre de chômeurs avait baissé de 180 000 en huit mois et que plus de 300 000 contrats nouvelles embauches avaient été signés. Cela veut dire qu'il se passe quelque chose de positif en France, cela méritait aussi d'être souligné.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Patrick Lemasle. Et la réponse sur l'audit ?

Données clés

Auteur : [M. Didier Migaud](#)

Circonscription : Isère (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2514

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : budget et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : budget et réforme de l'Etat

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 février 2006